

Compte tenu de l'importance accordée à la participation de la société civile à la vie nationale, le projet de loi propose que les associations puissent accéder au statut d'utilité publique lorsque leur domaine d'action constitue une priorité pour la collectivité. Le texte propose également que les associations soient éligibles à des subventions publiques pour concourir à la mise en œuvre de leur programme d'action, sur la base d'un cahier des charges. Cette subvention sera soumise aux règles de contrôle des deniers de l'Etat. A l'issue de l'examen et de l'adoption de ces trois projets de lois relatifs à l'information, aux partis politiques et aux associations, le Président de la République a formulé le vœu que le Parlement débattenne, enrichisse et adopte l'ensemble des textes liés aux réformes politiques, dans le cadre de ses attributions constitutionnelles souveraines, mais aussi en faisant prévaloir la consolidation de la démocratie ainsi que les principes et valeurs de notre pays sur toute considération partisane.

4. Le Conseil des Ministres a poursuivi ses travaux par l'examen et l'approbation du projet de loi de finances pour 2012. Le budget de l'Etat pour le prochain exercice prévoit des dépenses totalisant 7 428 milliards DA destinées à la politique sociale du pays, à l'exécution du programme quinquennal de développement ainsi qu'au soutien public à l'investissement économique.

Ainsi, près de 3 150 milliards DA sont destinés au fonctionnement du service public, dont 2 850 milliards DA alloués aux salaires des agents de l'Etat.

1 300 milliards DA seront consacrés aux dépenses sociales et de solidarité

nationale, notamment le versement des allocations familiales de l'ensemble des travailleurs, y compris du secteur

privé, le paiement des compléments de retraites, le soutien des prix du lait, des céréales, des huiles, du sucre, et de l'eau, le raccordement des foyers à l'électricité et au gaz, ainsi que la solidarité nationale à l'endroit des démunis et des handicapés. L'aide publique à la création d'emplois par les micro-entreprises ainsi qu'à l'insertion professionnelle par les dispositifs publics, se voit allouer près de 180 milliards DA. La réalisation du programme quinquennal d'investissements publics sera dotée en 2012 de 2 849 milliards DA en autorisations de programmes. Cela portera à 87% l'ensemble des autorisations libérées pour la mise en études et en chantiers des réalisations inscrites sur la période 2010 à 2014. En parallèle, d'importants crédits de paiements sont proposés dans le budget 2012 pour le financement du programme quinquennal, parmi lesquels on relèvera :

- 746 milliards DA destinés à l'habitat et à l'urbanisme,

- 716 milliards DA destinés aux secteurs des transports et des travaux publics,

- 232 milliards DA alloués au secteur des ressources en eau,

- 168 milliards DA destinés à l'enseignement, à la formation et à la santé,

- 70 milliards DA destinés aux programmes communaux de développement.

Par ailleurs, le soutien public au développement économique se voit allouer 135 milliards DA ventilés entre l'agriculture, la mise à niveau des PME et la bonification des taux d'intérêt.

Ce concours direct de l'Etat à l'investissement économique s'ajoutera aux importants programmes arrêtés au bénéfice des entreprises publiques et privées, ainsi que des agriculteurs, sous forme de

crédits alloués par le Trésor ou par les banques avec des taux d'intérêt fortement bonifiés par l'Etat.

Au titre des dispositions législatives, le projet de loi de finances pour 2012 se distingue d'abord par une proposition d'augmentation de 50% de la part de la fiscalité pétrolière allouée chaque année au Fonds de réserves des retraites mis en place en 2007. Il s'agit là de l'exécution d'une récente décision du Chef de l'Etat en vue de sauvegarder le système national des retraites et de pérenniser la solidarité entre les générations.

Aucune proposition d'augmentation de taxes n'est contenue dans ce projet qui comporte également plusieurs mesures destinées à améliorer l'environnement fiscal de l'entreprise et de l'investissement en général, conformément aux recommandations de la réunion de la Tripartite de mai dernier.

A l'issue de l'approbation du projet de loi de finances pour 2012, le Président Abdelaziz Bouteflika a souligné l'importance croissante de la dépense publique pour répondre aux attentes des citoyens et pour mettre en œuvre l'important programme national de développement.

Le Chef de l'Etat a invité le Gouvernement à prendre toutes les mesures requises pour que cette dépense publique soit valorisée à travers une réalisation rapide des programmes arrêtés, un accès toujours plus transparent des citoyens aux prestations publiques, ainsi qu'un appui efficace à l'investissement et à la diversification de l'économie nationale. «Grâce à Dieu, notre pays dispose de quelques ressources financières à orienter vers la prise en charge des défis du développement national. Mais cela ne signifie nullement que nos moyens sont illimités ou que nous sommes à l'abri des soubresauts de

l'économie mondiale», a relevé le Président de la République. «Il appartient donc au Gouvernement de suivre la situation économique internationale à travers les dispositifs permanents de veille mis en place et, le cas échéant, de tenir compte de toute tension particulière sur les revenus de l'Etat», a ajouté le Chef de l'Etat.

Le Président Abdelaziz Bouteflika a conclu ses remarques sur ce dossier en invitant le Gouvernement à saisir l'occasion de la prochaine tripartite pour œuvrer, avec ses partenaires économiques et sociaux, à l'approfondissement du dialogue ainsi qu'à l'amélioration continue du climat social et de l'environnement de l'investissement.

5. Le Conseil des Ministres a de même examiné et approuvé un projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2009.

La loi de règlement budgétaire découle de dispositions constitutionnelles et de la loi cadre relative aux lois de finances, aux fins de permettre au Parlement d'exercer son pouvoir de contrôle, a posteriori, de l'exécution des budgets qu'il vote annuellement. Accompagné d'un rapport analytique de la Cour des Comptes, le projet de loi de règlement budgétaire rapporte que pour l'année 2009, l'exécution du budget voté par le Parlement dégage 3 275,3 milliards DA en recettes et 4 656,6 milliards DA en dépenses avec un déficit du Trésor prévu à 1 381,2 milliards DA, mais contenu en fait à 630,8 milliards DA à l'issue du bilan des dépenses réellement exécutées.

6. Le Conseil des Ministres a, enfin, débattu et approuvé une communication sur un déclassement de parcelles de terrains dans la wilaya d'Alger, pour la réalisation de programmes de logements et d'équipements publics».

SITUATION EN LIBYE

Alger réoriente sa diplomatie

Diplomatie de rattrapage. Après de longs mois passés à échanger des «amabilités», souvent acres, avec les insurgés de Benghazi, Alger revient à une attitude plus conciliante. En politique comme en toutes autres choses, mieux vaut tard que jamais...

Sofiane Aït Ifflis - Alger

(Le Soir) - L'animosité n'est plus maîtresse de la relation entre les autorités algériennes et le Conseil national de transition (CNT) libyen. On le sait officiellement depuis hier lundi. Et c'est le ministre des Affaires étrangères Mourad Medelci qui nous l'apprend.

«Nous avons des contacts avec le CNT, qui ont évolué pour devenir directs depuis quinze jours. Nous sommes en train de travailler pour faire revenir le dialogue et mettre l'accent sur la nécessité d'aller vers des institutions et un gouvernement représentatif, que l'Algérie reconnaîtra. Nous espérons que les armes seront récupérées pour éviter qu'elles tombent entre les mains de personnes malintentionnées. Je reconnais que le CNT fait le nécessaire pour récupérer ces armes et pour reprendre les choses en main. Nous avons constaté que le CNT exerce une responsabilité de fait», a-t-il révélé, répon-

dant à une sollicitation médiatique lors de sa conférence de presse conjointe avec son homologue malien Soumeylou Maiga. La position algérienne par rapport à la situation en Libye, que le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé a considérée «ambiguë», apparaît désormais sensiblement évoluée. Alger, dont l'expression diplomatique concernant la situation en Libye a, jusqu'ici, grandement consisté à démentir les allégations du CNT, ne répugne plus à dialoguer directement avec les nouveaux maîtres de Tripoli.

Une rectification, à l'évidence, de trajectoire diplomatique rendue inévitable par l'enjeu géopolitique sur lequel certains pays du voisinage ont mis dès les prémices de l'insurrection en Libye toutes leurs capacités diplomatiques, avec, en prime, de la manœuvre pour maintenir l'Algérie dans une position de gêne durable. La chute du régi-



Medelci ne répugne plus à dialoguer directement avec le CNT.

me de Mouammar Kadhafi étant consommée, il aurait procédé de l'aveuglement politique pour un Etat comme l'Algérie, de surcroît voisin de la Libye, de rester figé dans une attitude génératrice d'ancrages avec le CNT que la communauté internationale reconnaît comme le représentant de la révolution libyenne. Même si les contacts directs noués depuis une quinzaine de jours avec le CNT ne valent pas sa reconnaissance solennelle, il n'en

demeure que les voies sont désormais ouvertes devant une telle option. Du moins, on n'est plus dans des affirmations publiques du genre «nos relations avec le CNT, s'il vient à renverser Kadhafi, seront conflictuelles», entendues de la bouche d'un membre du gouvernement algérien, du temps où le guide libyen déchu tenait encore sa citadelle. L'évolution dans la position algérienne est par ailleurs nettement visible dans cette phrase de Medelci : «Je reconnais

que le CNT fait le nécessaire pour récupérer les armes et prendre les choses en main.»

Le ministre des Affaires étrangères a parlé comme si toutes les appréhensions formulées par rapport au CNT, notamment qu'il soit phagocyté par Al Qaïda, se sont subitement évaporées. Alger semble avoir réalisé, tardivement, il faut le dire, que focaliser sur la présence d'Al Qaïda en Libye et sa possible prise de pouvoir pour justifier une position pour le moins

qu'on puisse dire réservée par rapport à la révolution libyenne n'a pas été une résolution diplomatique percutante. Surtout que le monde n'a pas cédé à l'hypnose face au risque d'islamisation de la Libye après Kadhafi. Bien au contraire.

Revenue donc de son errement diplomatique en flagrant décalage avec la réalité libyenne et l'enjeu géopolitique qui se dessine pour la région du Maghreb, Alger travaille à rattraper le temps perdu. Pour ce faire, elle se déclare même sensible aux «qu'en-dira-t-on». Ainsi, elle déclare Kadhafi et le reste de ses proches indésirables. «Pour éviter que d'autres ne fassent de mauvaises interprétations, nous avons de suite fermé la frontière. Il est hors de question de recevoir ceux concernés par la résolution 1970 de l'ONU», a souligné Medelci, spécifiant que «l'Algérie prendra les dispositions nécessaires dans le cas où l'une des personnes accueillies est concernée par la résolution».

Le ministre des Affaires étrangères fait là allusion aux membres de la famille Kadhafi réfugiés en Algérie.

S. A. I.